



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service installations classées

Téléphone : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Grenoble, le 14 juin 2017

Affaire suivie par : Joelle Mourier

Téléphone : 04 56 59 49 61

Mél : joelle.mourier@isere.gouv.fr

**Arrêté préfectoral complémentaire
N°DDPP-IC-2017-06-14
relatif aux modifications des valeurs limites d'émissions atmosphériques de la
Société EUROTUNGSTENE Poudres à GRENOBLE**

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, Chapitre unique (Autorisation environnementale) et le Livre V, titre 1^{er} (Installations classées pour la protection de l'environnement) et notamment les articles L.181-14 et R.181-45 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société EUROTUNGSTENE Poudres, au sein de son établissement implanté 9 rue André Sibellas sur la commune de GRENOBLE.

VU les courriers de la société EUROTUNGSTENE Poudres, des 13 octobre 2016 et 24 février 2017, par lesquels elle sollicite la modification des valeurs limites d'émissions (VLE) atmosphériques de certains polluants tels que les poussières, le fer et les composés organiques volatiles (COV) pour les activités autorisées sur son site à GRENOBLE (38) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement, du logement Auvergne-Rhône-Alpes en date du 28 mars 2017 ;

VU la lettre du 4 avril 2017, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 13 avril 2017 ;

VU la lettre du 5 mai 2017 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

CONSIDERANT que la modification demandée par la société EUROTUNGSTENE Poudres n'entraîne pas de modification du classement de l'établissement, de modification sur les rubriques, de dépassements de seuils réglementaires définis par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 modifié fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la demande de la société EUROTUNGSTENE concerne uniquement la partie rejets et nuisances et, plus particulièrement, les rejets atmosphériques et ne modifie pas les autres impacts (eau, bruit, sols et sous-sols...) et les risques industriels que peut engendrer l'établissement ;

CONSIDERANT que l'évaluation des risques sanitaires élaborée par l'exploitant répond aux critères de la méthodologie décrite dans la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation ;

CONSIDERANT que les nouvelles valeurs limites d'émissions atmosphériques proposées par la société EUROTUNGSTENE peuvent être acceptées ;

CONSIDERANT que les augmentations portent sur les polluants les moins impactant pour l'environnement et la santé humaine ;

CONSIDERANT que les nouveaux flux obtenus restent inférieurs aux flux associés à des valeurs limites en concentration prescrites par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et n'augmentent pas de manière significative l'impact sur les populations environnantes ;

CONSIDERANT que l'impact des rejets atmosphériques ainsi modifiés n'est pas considéré comme substantiel ;

CONSIDÉRANT que l'alinéa 2 de l'article 15 de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée prévoit, d'une part, que les demandes d'autorisation au titre du chapitre IV du titre I^{er} du livre II ou du chapitre II du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, régulièrement déposées avant le 1^{er} mars 2017 sont instruites et délivrées selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance précitée, et, d'autre part, qu'après leur délivrance, le régime prévu au 1^{er} alinéa de l'article 15 de cette même ordonnance leur est applicable ;

CONSIDERANT qu'il convient, en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, d'imposer des prescriptions complémentaires à la société EUROTUNGSTENE pour son site de GRENOBLE, en vue de garantir les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Isère ;

ARRETE

Article 1 : La société EUROTUNGSTENE Poudres est autorisée à exploiter ses installations situées 9 rue André Sibellas à GRENOBLE (38), en respectant l'arrêté préfectoral cadre n°2005-08642 du 20 juillet 2005 complété par les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté DDPP-IC-n°2017-02-25 du 28 février 2017.

Article 2 : L'annexe 2 des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013-353-0032 du 19 décembre 2013 est abrogée et remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 3 : Les prescriptions techniques particulières de l'arrêté préfectoral n°2005-08642 du 20 juillet 2005 demeurent applicables au site.

Article 4 : Sur proposition de l'inspection des installations classées et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires pourront imposer des mesures additionnelles rendues nécessaires afin de respecter les dispositions des articles L.181-3 et L.181-4.

Le préfet pourra solliciter l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Article 5 : L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspection des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, toute modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale devra être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Si les modifications sont considérées comme substantielles, la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale sera soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

Article 7 : Si l'autorisation environnementale est transférée à un nouveau bénéficiaire, ce dernier doit déclarer au préfet, ce transfert dans les trois mois qui suivent en application de l'article R.181-47 du code de l'environnement.

Article 8 : En application de l'article R.141-48 l'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation soit dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée.

Article 9 : En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant celui-ci, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrits par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

Article 10 : Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté complémentaire est déposé à la mairie de GRENOBLE où il pourra y être consulté.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de GRENOBLE pendant une durée minimum d'un mois.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (<http://www.isere.gouv.fr/>) pendant une durée minimum d'un mois.

Article 11 : En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

1°. par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,

2°. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'Etat en Isère, conformément à l'article 8 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés aux 1° et 2°.

En application du III de l'article L.514-6 les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 12 : Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

Article 13 : La secrétaire générale de la Préfecture de l'Isère, le maire de GRENOBLE et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EUROTUNGSTENE POUDRES.

Fait à Grenoble, le 14 JUIN 2017

Le Préfet,

~~Pour le Préfet,~~

~~la Secrétaire générale,~~

~~Pour la Secrétaire générale absente,~~

~~Le Secrétaire général adjoint~~

Yves DAREAU